

Chronique

INTERNATIONALE

Révolution
et contre-révolution

Correspondant

Quatre mois après la fuite de Ben Ali, le peuple tunisien est convaincu que sa révolution est en danger. Les trois gouvernements provisoires, dont celui de l'actuel Premier ministre, Béji Caïd Essebsi, ne peuvent être perçus par les Tunisiens que comme une continuité de l'époque Ben Ali.

Il tente de faire des élections de l'Assemblée constituante une parade pour reproduire le même système. La Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution a été constituée pour écarter ceux qui ont réellement fait la révolution, ceux qui forment les comités de quartiers et les comités locaux et régionaux pour la protection de la révolution.

Le RCD, le parti de Ben Ali, officiellement dissous par décision de justice, est de retour, déguisé en plusieurs petits partis. La police politique, officiellement dissoute à la suite du deuxième sit-in d'El Kasbah, est plus active que jamais. Tortures, kidnappings, diffamation et désinformation face aux rassemblements et aux manifestations des travailleurs et des chômeurs.

“Le gouvernement a du mal à imposer l'union sacrée”

Le gouvernement provisoire use de tous les moyens pour délégitimer les mouvements des masses et s'attaquer à l'UGTT et aux militants syndicalistes. Les comités d'autodéfense nés récemment dans certaines villes

ont encore du mal à faire face aux bandes organisées des sbires et des casseurs qui terrorisent la population. Le chantage que les forces contre-révolutionnaires imposent à la population n'est pas uniquement sécuritaire, il est aussi économique, orchestré par les grandes puissances et les trusts internationaux.

Essebsi a eu du mal à imposer l'union sacrée derrière sa politique, même s'il est soutenu par la majorité des appareils politiques tunisiens et surtout par l'Union européenne et les Etats-Unis. De plus en plus, les Tunisiens sont convaincus que le gouvernement provisoire et sa Haute Instance de réalisation des objectifs de la révolution sont la plus grande menace contre-révolutionnaire. Sa politique sécuritaire et policière n'empêche pas les travailleurs, les jeunes, les chômeurs — ceux qui ont causé la chute de Ben Ali — de reprendre ce qu'ils avaient entamé depuis décembre 2010. En Tunisie, la révolution est certes en danger, mais un vent révolutionnaire souffle de nouveau.

L'événement



Manifestation à Tunis, le 6 mai 2011.

Photo AFP

Tunisie : Face aux menaces contre la révolution, l'UGTT et les comités de défense de la révolution expriment le point de vue de la jeunesse et des masses ouvrières et paysannes

La révolution devant une deuxième étape

Déclaration de la commission administrative de l'UGTT

A la suite des attaques et de la répression sauvage dont sont victimes les citoyens, de toutes les agressions successives qui ont visé les institutions et différents organismes, et des tentatives de semer le trouble afin de créer un climat de doute quant à la marche de la révolution et pour entraver la marche à la démocratie, (...) la commission administrative de l'UGTT, réunie le 11 mai :

1. Dénonce énergiquement les agressions organisées contre les locaux de l'UGTT à l'échelle locale, régionale et nationale, et la violence qui a visé les syndicalistes dans plusieurs régions, et en particulier le camarade Saïd Youssef, le secrétaire général de l'union régionale de Monastir, ainsi que les campagnes de calomnies qui visent à accuser des camarades dans d'autres régions, comme c'est le cas à Siliana.

2. Reste attachée au droit des citoyens et de l'ensemble du peuple à manifester et à protester contre la violence sauvage exercée contre le peuple, et qui a eu pour conséquence le décès d'un citoyen qui s'opposait aux opérations de destruction des biens publics, opérations qui nous rappellent de vieilles pratiques contre lesquelles nous avons lutté afin de rompre définitivement avec elles.

La commission administrative proteste contre les agressions et la destruction des biens publics et privés, et contre les tentatives entreprises par des groupes organisés et dont les intérêts sont totalement liés au régime du président déchu et au RCD dissous (...).

4. Met en garde contre l'accusation de trahison de tous ceux qui ont un point de vue différent sur la situation générale du pays, comme sur les perspectives d'avenir ou sur la question du report des élections de l'Assemblée constituante. La commission administrative appelle à l'instauration

d'un climat social sain, respectant la liberté d'expression et d'opinion.

5. Affirme son attachement à l'indépendance des choix et des orientations syndicales (...), comme elle affirme son attachement à défendre une société qui consolide les droits des femmes, qui respecte la liberté de croyance et qui sépare entre la religion et la politique, en considérant que les mosquées sont seulement des lieux de culte. La commission administrative affirme son attachement à construire une société démocratique qui consolide les acquis sociaux et dont la langue est l'arabe et la religion l'islam (...).

14. Autant elle rejette toute forme d'intervention étrangère dans les affaires arabes, autant elle exprime sa solidarité avec la révolution des peuples en Libye, au Yémen, en Syrie et dénonce les opérations de massacre entreprises par les régimes répressifs pour s'opposer aux manifestations pour la liberté, la démocratie et les droits de l'homme. ■

Déclaration du comité local de Metlaoui pour la protection de la révolution

(...) Le comité local pour la protection de la révolution de Metlaoui dénonce :

- L'incendie criminel de son local, le saccage de son matériel et le vol de ses archives.
- La politique de tromperie suivie par les autorités locales et qui consacre la position du gouvernement provisoire illégitime dans ses relations avec les comités locaux de protection de la révolution.
- Dénonce le silence volontaire du Conseil national de protection de la révolution, imposé et illégitime, qui ne prend pas position contre les agressions subies par les comités locaux de protection de la révolution et contre ce qu'ont subi les syndicats de l'UGTT à Monastir et à Siliana.

Le comité local pour la protection de la révolution exige :

- La sécurisation des locaux du comité par les autorités locales.

- L'établissement d'un climat assurant la liberté de travail et de circulation, et la suppression de toutes les entraves qui s'y opposent (...).

- La dissolution du Conseil national de protection de la révolution.

Le comité local pour la protection de la révolution appelle à la tenue d'un congrès national issu des comités locaux de protection de la révolution, qui instaurera un conseil national de protection de la révolution et qui sera un facteur stratégique pour toutes les décisions qui concernent le présent et l'avenir de notre pays.

Metlaoui,
le 15 mai 2011 ■

Déclaration constitutive du comité local du Kef de protection de la révolution

(...) Nous demandons :

- Des solutions urgentes pour le problème du chômage (...).
- L'utilisation des locaux du RCD en tant que locaux culturels et de loisirs pour la jeunesse.
- Le soutien urgent à apporter aux petits artisans et aux petits paysans.
- La restitution des biens publics de la région qui ont été pillés.
- L'indépendance de la justice et l'installation de tribunaux administratifs et financiers dans notre région.
- Le nettoyage des administrations et des canaux de l'information de tous les symboles du régime précédent.
- L'activation du rôle de l'UGTT à l'échelle régionale, en la nettoyant de tous les arrivistes, tout en restant attachés à l'unité et à l'indépendance de l'UGTT en tant que représentant unique et légitime de tous les travailleurs tunisiens.
- Nous appuyons l'appel au congrès national issu des comités locaux de protection de la révolution.

Le comité constitutif ■

Photo DR

Egypte : manifestations de solidarité avec la lutte du peuple palestinien et pour les droits égaux entre coptes et musulmans



Place Tahrir, au Caire, le 13 mai 2011 : une nuée de drapeaux palestiniens et égyptiens côte à côte.

Correspondant

En réponse à la provocation ourdie contre la communauté copte dans le quartier d'Imbaba, au Caire, qui a fait 12 morts et plus de 240 blessés, dans la nuit du 7 au 8 mai 2011, des manifestations ont eu lieu, tous les jours, depuis les événements, devant le ministère de l'Intérieur et la télévision d'Etat, pour exiger des droits égaux pour les coptes et les musulmans, et le jugement des coupables. Cette nuit-là, quelques centaines d'individus, armés de fusils, de couteaux et de cocktails Molotov, avaient marché dans Imbaba, sur deux kilomètres, sans être le moins du monde inquiétés par la police. Pour exprimer leur rejet de la division, des dizaines de milliers de manifestants ont afflué, vendredi 13 mai, sur la place Tahrir, au Caire, à Alexandrie, à Suez et El-Arich (Sinaï) pour un « *Vendredi de l'unité!* ». Les rassemblements coïncidaient aussi avec l'organisation d'une grande marche vers la bande de Gaza, dimanche 15 mai, date de la célébra-

tion du 63^e anniversaire de la Nakba (la « catastrophe », en arabe) correspondant à la création de l'Etat d'Israël, le 15 mai 1948. Vendredi de l'unité, donc, et « *Vendredi de la solidarité avec les Palestiniens!* » aussi. Place Tahrir, agitant des centaines de drapeaux palestiniens et égyptiens côte à côte, la foule a scandé des slogans soutenant la lutte du peuple palestinien (...). Dans la soirée, 5 000 manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade de l'Etat d'Israël, au Caire, réclamant « *la fermeture de l'ambassade et l'expulsion de l'ambassadeur* », « *la fin de l'occupation des territoires palestiniens, la défense du droit au retour des réfugiés palestiniens et la libération des détenus* ». A Alexandrie, la manifestation s'est dirigée vers le consulat de l'Etat d'Israël. Les jeunes Egyptiens qui avaient pris la route pour Gaza se sont heurtés à des barrages militaires. Le gouvernement a interdit cette marche et déployé des soldats et des policiers pour empêcher les manifestants de franchir le canal de Suez pour gagner le Sinaï et Rafah. ■

17 mai : grève nationale des médecins à durée indéterminée

Correspondant

La vague de grèves et de manifestations qui déferle en Egypte voit les salariés de toutes catégories demander un salaire minimum, l'augmentation du pouvoir d'achat, des contrats de travail permanents, la nationalisation des entreprises qui ont été privatisées depuis une dizaine d'années, etc. Ces revendications s'accompagnent le plus souvent de l'exigence d'en finir avec les dirigeants corrompus liés au régime Moubarak. Samedi 7 mai, des milliers de travailleurs se sont rassem-

blés à Helwân, une ville industrielle du sud du Caire, pour exiger la création d'emplois par la réouverture d'entreprises qui ont été fermées. Mardi 10 mai, les médecins égyptiens des cliniques et des hôpitaux publics se sont mis en grève. Une grève nationale suivie à 80 %, voire 90 %, dans de nombreux gouvernorats. Face au blocage du gouvernement et à celui du président du syndicat qui s'oppose à eux, les médecins ont décidé une grève à durée indéterminée à partir du 17 mai pour obtenir les revendications arrêtées lors de leur assemblée générale d'urgence du 1^{er} mai. ■

Hôpital d'El-Mounira, au Caire : la banderole des médecins en grève le 10 mai. Au premier plan, le panneau proclame : "Un salaire digne est un droit pour les médecins"



Décisions et revendications de l'assemblée générale d'urgence du syndicat des médecins d'Egypte (1^{er} mai 2011)

- **Renforçant nos moyens** d'action pour obtenir des réformes améliorant nos revenus et mettant en place des services de soins de qualité, nous entendons nous mettre en grève le 10 mai et constituer un haut comité pour contrôler la grève et son développement, et nous assurer que tous les médecins pourront y participer. A la lumière des résultats de la grève, nous appellerons à une grève à durée indéterminée, le 17 mai 2011, étant entendu que les gardes des urgences continueront d'assurer les opérations (...).
- **Nous demandons le départ** de l'actuel ministre de la Santé et confirmons que nous poursuivons notre travail visant à débarrasser le secteur de la santé de tous les éléments de l'ancien régime corrompu (...).

- **Nous demandons une restructuration des salaires** et des revenus afin que les médecins soient correctement indemnisés de leur travail, et demandons, à cette fin, une décision ministérielle avant l'élaboration du prochain budget national.
- **Nous demandons l'augmentation du budget** national de la santé à hauteur de 15 % (il est actuellement de 3,6 % - NDLR) (...).
- **Constitution d'un comité** de direction pour préparer les prochaines élections du syndicat et pour aider à l'établissement des listes et des échéances dans les sections du syndicat, avant les prochaines élections (...). **Le haut comité de surveillance de la grève**

14 mai : des dizaines de milliers de Palestiniens manifestent

François Lazar

Cette année, la journée de la Nakba a pris un caractère inédit, en liaison étroite avec les profondes aspirations à l'égalité des droits qui traversent les pays de la région. D'Egypte, du Liban, de Syrie, mais aussi à l'intérieur même de l'Etat d'Israël comme dans les territoires occupés depuis 1967, des dizaines de milliers de Palestiniens de tous âges ont manifesté, cherchant à franchir les frontières, pour affirmer la revendication qui, depuis soixante-trois ans, fonde l'unité de tout un peuple : la revendication du droit au retour. « *Il s'agissait bien*, souligne l'un de nos correspondants, *d'une marche pour la terre, pour le droit au retour, pas de manifestations pour réclamer un petit morceau d'Etat. Nous en avons assez des prisons. Les Palestiniens réaffirment leur unité, c'est pour cela que la répression a été aussi féroce. Au checkpoint de Qalandiya, entre Ramallah et Jérusalem-Est, plus de 250 personnes ont été blessées par l'armée d'occupation. Au Sud-Liban, par dizaines de*

milliers, les Palestiniens, avec de nombreux Libanais, sont venus manifester pacifiquement et ont été repoussés par l'armée libanaise, pendant que les gardes-frontières israéliens les tiraient comme des lapins. On compte dix morts au Liban, autant à la frontière imposée entre le Golan, occupé depuis 1967, et la Syrie, où plusieurs dizaines de jeunes ont franchi les barbelés. A Gaza, en Cisjordanie également, des gens ont été tués. En Egypte, des milliers ont également manifesté pour soutenir la cause palestinienne, mais ont été dissous par l'armée. Partout, l'émotion était considérable, beaucoup de jeunes n'avaient jamais vu la Palestine d'aussi près, l'accès aux frontières étant formellement interdit par le passé. Au même moment, on apprenait qu'Amer Moussa, ancien président de la Ligue arabe et candidat à la présidentielle en Egypte, déclarait que s'il est élu, il adoptera la même politique étrangère et que les relations avec Israël seront les mêmes (...). La question palestinienne n'a pas pris une telle dimension internationale depuis très longtemps. » ■



Photo AFP

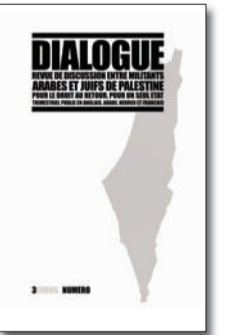
La "Nakba"

Chaque année, le 14 mai, les Palestiniens du monde entier commémorent ce qu'ils appellent la "Nakba", terme arabe qui veut dire « la catastrophe ». Le 14 mai coïncide avec la date anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948. Dès avant cette date, en application d'un plan longuement élaboré de « nettoyage ethnique » (pour reprendre la formule de l'historien israélien Ilan Pappé), les troupes sionistes cherchent à chasser le plus grand nombre possible de Palestiniens de leurs terres. Au terme de cette campagne, ce sont quelque 800 000 Palestiniens, les deux tiers de la population de l'époque, qui seront contraints à l'exil, aux déplacements forcés. Dans ce même mouvement, 531 villes et villages palestiniens seront rayés de la carte. La Nakba est un processus de dépossession qui ne s'est jamais arrêté. Selon l'association israélienne B'Tselem, dans la vallée du Jourdain, qui représente 29 % de la Cisjordanie, 77,5 % de la superficie est interdite aux Palestiniens. Dans cette zone, 9 400 colons bénéficient à eux seuls d'un approvisionnement en eau équivalent au tiers de ce qui est attribué aux 2,5 millions de Palestiniens qui vivent dans toute la Cisjordanie. Selon une autre association israélienne, Hamoked, entre 1967 et 1994, 140 000 Palestiniens qui se trouvaient en déplacement ont perdu définitivement leur statut de résident dans les territoires occupés, c'est-à-dire chez eux.

PUBLICATIONS

Le nouveau numéro de "Dialogue" vient de paraître

Le nouveau numéro de la revue *Dialogue* (« revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine, pour le droit au retour et pour un seul Etat ») vient de paraître. Ce numéro traite du mouvement révolutionnaire et des profonds bouleversements en cours dans les pays arabes au regard de la question palestinienne. Comme le note la présentation de la revue, « *la profonde aspiration des peuples du monde entier à la liberté, à l'égalité, au droit d'exister tout simplement ne connaît ni frontière, ni raison d'Etat, ni idéologie, ni calendrier international. Pour ce qui concerne la Palestine, l'exercice réel de la démocratie serait-il compatible avec les camps de réfugiés, la ségrégation raciale, la fragmentation du territoire ? Qu'est-ce qui empêche l'établissement d'un seul Etat laïque et démocratique sur toute la surface historique de la Palestine dans lequel toutes les composantes auraient les mêmes droits ?* » www.dialogue-review.com



LIBYE

Arrêt immédiat des bombardements ! Retrait des troupes françaises !

L'argument des « bombardements humanitaires » a fait long feu. La presse parle d'enlèvement. En fait d'enlèvement, chaque jour qui passe, des bombes font de nouvelles victimes parmi les populations. Tous ceux qui, à droite comme à « gauche », ont justifié l'intervention portent la responsabilité de cette situation. Depuis le début de l'intervention, le POI a pris clairement position contre cette nouvelle guerre dislocatrice de la Libye, et qui est une menace pour le combat des peuples tunisien et égyptien notamment.